

OBJET : Frais de pension des enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe - Année scolaire 2007-2008

Réseaux : TOUS
Niveaux et services : SEC (Ord/Spéc)
 FOND (Ord/Spéc)
 INTERNATS (Ord/Spéc)

Période : Année scolaire 2007-2008

Aux Administrateurs des internats autonomes de l'enseignement secondaire et de l'enseignement primaire de la Communauté française,
 Aux Administrateurs des Homes d'accueil de l'enseignement spécialisé de la Communauté française,
 Aux pouvoirs organisateurs des internats de l'enseignement secondaire officiel et libre subventionnés,
 Aux pouvoirs organisateurs des internats de l'enseignement primaire officiel et libre subventionnés,
 Aux Directions des établissements d'enseignement secondaire ordinaire,
 Aux Directions des établissements d'enseignement fondamental ordinaire,
 Aux Directions des établissements de l'enseignement spécialisé.

Pour information,
 Aux membres des services d'Inspection et de la Vérification,
 Aux associations de parents.

<u>Circulaire</u>	Informative	Administrative	Projet
<u>Emetteur</u>	Direction générale de l'enseignement obligatoire		AGERS
<u>Destinataire</u>	Administrateurs des Internats et Home d'accueil de l'enseignement organisé par la Communauté française, Pouvoirs organisateurs des Internats de l'enseignement subventionné		Primaire, secondaire ordinaire et spécialisé
<u>Contact</u>	Mme MC Simon	02/690.84.16	marie-christine.simon@cfwb.be
<u>Documents à renvoyer</u>	OUI		NON
<u>Date limite d'envoi</u>	10/09/2008		
<u>Objet</u>	Frais de pension des enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe		

J'ai l'honneur de vous informer que les montants de la pension des enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe, confiés à un internat annexé à un établissement d'enseignement organisé par la Communauté française, officiel subventionné ou libre subventionné, pour **l'année scolaire 2007-2008**, s'élèvent à

- **1396,98 €** pour l'enfant qui fréquente une classe d'enseignement primaire ordinaire;
- **1616,05 €** pour l'enfant qui fréquente une classe d'enseignement secondaire ordinaire ;
- **1252,95 €** pour l'enfant qui fréquente une classe d'enseignement spécialisé fondamental;
- **1471,89 €** pour l'enfant qui fréquente une classe d'enseignement spécialisé secondaire.

Ces montants sont ceux appliqués dans les internats organisés par la Communauté française.

L'intervention de la Communauté française dans le prix de la pension reste toujours fixée aux **2/3 du montant de la pension payée, soit un maximum de**

- **931,32 €** pour l'enfant qui fréquente une classe d'enseignement primaire ordinaire;
- **1077,37 €** pour l'enfant qui fréquente une classe d'enseignement secondaire ordinaire;
- **835,30 €** pour l'enfant qui fréquente une classe d'enseignement spécialisé fondamental;
- **981,26 €** pour l'enfant qui fréquente une classe d'enseignement spécialisé secondaire.

L'intervention de la Communauté française est réduite dans trois cas :

- lorsque l'élève ne s'est pas présenté à l'internat et à l'école à la date effective de la rentrée scolaire ;
- lorsque l'élève a quitté l'internat au cours de l'année scolaire ;
- lorsque l'élève a été absent de l'internat pour une période ininterrompue de plus de sept jours, les jours de congé, de détente et autres congés dans l'enseignement n'entrant pas en ligne de compte pour calculer la durée de l'absence lorsque ces congés se situent au début ou à la fin de la période d'absence de l'internat.

Le nombre de journées de présence possible à l'internat est fixé forfaitairement à 300 et le nombre de journées d'un mois entier à 30.

J'attire aussi votre attention sur le fait que la loi du 19 janvier 1990 qui abaisse l'âge de la majorité civile à 18 ans a pour conséquence d'entraîner la suppression de l'intervention de la Communauté française dans les frais de pension à partir de la date anniversaire des 18 ans. Je vous prie de bien vouloir veiller au respect de cette mesure.

L'intervention est liquidée sur base de deux documents:

- un état (annexe I) présenté par l'Administrateur ou le Pouvoir organisateur de l'Internat et certifié exact par l'inspecteur du ressort d'inspection de l'établissement fréquenté par l'élève;
- une demande d'intervention (annexe II) dûment certifiée par la commune.

Vous trouverez en annexe un exemplaire des annexes I et II qui, dûment complétées, doivent être transmises à l'adresse ci-dessous **pour le 10 septembre 2008**:

DIRECTION GENERALE DE L'ENSEIGNEMENT OBLIGATOIRE
Service général de l'enseignement fondamental et de l'enseignement spécialisé
Rue A. Lavallée, 1,
Bureau 2F211
1080 BRUXELLES

Je vous saurais gré d'informer les parents de ce qui précède.

Au nom du Ministre de
l'enseignement obligatoire,
La Directrice générale,

Lise-Anne HANSE

ANNEXE I

Etat de l'intervention due par la Communauté française dans les frais de pension des enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe.

Année scolaire 2007-2008

Nom et prénoms de l'interne :

Date de naissance :

Nationalité :

Nom et prénoms du père, mère ou tuteur :

Domicile légal : rue et n° :

Localité :

Profession :

Date de l'entrée à l'internat :

Date de sortie de l'internat :

Etablissement scolaire fréquenté :

Niveau des études : primaire – secondaire / ordinaire - spécialisé

Intervention due par la Communauté française pour l'année scolaire concernée

.....,euros

Certifié pour la fréquentation scolaire,

L'inspecteur,

(Nom, date et signature)

Certifié sincère et véritable
à la somme de (en lettres)

.....
.....
.....

Pour l'Administrateur ou le
Pouvoir organisateur de
l'internat :
(Nom, date et signature)

Numéro et dénomination du compte sur lequel l'intervention de la Communauté française doit être versée:

.....
.....

ANNEXE II

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE
Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique
Direction générale de l'Enseignement obligatoire
Service général de l'Enseignement fondamental et de l'enseignement spécialisé

Intervention de la Communauté française dans les frais de pension des enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe. (AR. du 20 août 1957 –art.20 et 71)

DEMANDE D'INTERVENTION

Nom, prénoms, date de naissance des enfants pour lesquels l'intervention est demandée :

-
-
-

Chef de famille (parents ou tuteurs)

Nom et prénoms :

Domicile légal :

Profession déclarée : (mentionner si elle est exercée pour le compte personnel ou pour compte d'un employeur; dans ce second cas, ajouter le nom et l'adresse de l'employeur)

J'affirme sur l'honneur que la profession que j'exerce ne me permet pas d'inscrire mon (mes) enfant(s) dans un établissement scolaire non pourvu d'un internat.

Certifié sincère et véritable,

A, le.....

Signature du chef de famille

Les renseignements justifiant la demande d'intervention, sont, à ma connaissance, conformes à la vérité,

A, le.....

Sceau de la commune et signature du Bourgmestre ou de son délégué.